



Déclaration de l'UNSA Education au CDEN du 23/09/2022

Monsieur le préfet, mesdames et messieurs les membres du CDEN

L'Unsa education souhaite à l'ensemble des personnels de l'éducation nationale, aux parents élèves, aux élus de la république et à tous les amis de l'école publique une rentrée la meilleure possible.

Chaque rentrée possède ses spécificités mais celle-ci très particulière bénéficie d'une couverture médiatique inédite.

A la satisfaction de tous, la situation sanitaire permet une rentrée sans masque. C'est évidemment une bonne chose qui permet à l'école de retrouver un visage plus humain. L'UNSA espère tout de même que les erreurs passées auront servi de leçons si jamais l'épidémie devait repartir à l'Automne.

Cependant l'intérêt des médias pour cette rentrée tient surtout à la désaffection de nos métiers et aux manques de personnels que nous connaissons.

Nous pourrions lister l'ensemble des personnels de l'éducation car si la loupe est mise sur les enseignants, le manque de candidats touchent également les inspecteurs, les chefs d'établissement, personnels santé, sociaux, les AESH...

Tout ceci ne nous surprend pas car nous alertons depuis très longtemps sur le déclassement de nos carrières mais aussi sur le travail de sape qui conduit beaucoup de jeunes à se détourner de l'éducation nationale et plus globalement du service public.

Il faut noter également un nombre croissant de titulaires tentés par la démission ou la rupture conventionnelle.

Pour les enseignants, un recrutement à bac +5 avec des salaires en proportion très bas couplé à une mobilité imposée agissent comme un repoussoir.

L'enseignement n'est pas une œuvre humanitaire et dans un marché de travail qui se réveille, l'éducation nationale n'est pas au niveau.

L'UNSA demande toujours le retrait de la loi fonction publique, loi qui incite entre autres à recruter jusqu'à 30% de contractuels. Continuer dans cette voie c'est à coup sûr mettre à mal le service public d'éducation pour tous.

Des nombreuses difficultés se retrouvent également dans le manque d' AESH, personnels qui travaillent à temps partiel subi qui les maintient au-dessous du seuil de pauvreté. La multiplication du nombre d'élèves accompagnés, l'affectation à géométrie variable en cours d'année pour répondre aux besoins les plus criants les malmènent au quotidien.

Ces personnels exerçant un vrai métier ont droit à un vrai statut.

L'école inclusive que défend l'Unsa Education nécessite des moyens

Cela n'est possible qu'avec l'implication de tous les acteurs et une volonté interministérielle.

L'objectif est très loin quand on constate actuellement la réalité de PIAL vides, sous dotés. L'implication de l'ARS questionne, touchée elle aussi par le manque de moyen, elle n'est pas en mesure de proposer les aides nécessaires. Les écoles accueillent les élèves mais sur le terrain, nous attendons toujours l'aide des autres ministères.

Le tableau est bien noir.

Beaucoup de jeunes se retrouvent sans solution devant le manque de places dans les établissements médico sociaux. Les écoles se retrouvent seules pour faire vivre la loi de 2005. La branche sur laquelle l'école inclusive repose va rompre.

Ceci compte aussi dans le désarroi des équipes éducatives et constitue un des moteurs de la désaffection du métier.

On ne décrète pas l'attractivité d'un métier, on la construit notamment :

- en revalorisant les salaires de tous sur l'ensemble la carrière et non uniquement à l'entrée dans le métier. La dureté du métier est telle que tout autre décision sera très injuste et vraiment mal vécue.

- en garantissant la mobilité géographique. Il est inacceptable d'obliger des collègues à démissionner parce qu'ils sont séparés de leur conjoint depuis 6 ou 7 ans. On force sciemment les enseignants à choisir entre leur famille et leur métier.

- en améliorant les conditions d'exercice. C'est indispensable pour redonner aux équipes les moyens de travailler sereinement.

Il faut également arrêter avec les changements de cap incessants de nos ministres, les effets d'annonce très flous inquiètent beaucoup, et plus particulièrement la filière professionnelle déjà fortement malmenée.

L'UNSA Education est très perplexe quant à l'attitude de notre ministère qui court après les annonces du président. On ne compte plus les expérimentations qui nuisent à une quelconque lisibilité.

Comme toujours, cela deviendra des priorités pour 1 ou 2 ans. On devra faire place en cassant la stabilité de certains dispositifs ayant fait leurs preuves. Puis, sans évaluation on passera à autre chose.

Sur la carte scolaire 1^{er} degré, L'UNSA Education voudrait connaître les chiffres exacts : combien de postes non pourvus par des titulaires à la rentrée de septembre 2022 ? Dans notre département, nous avons embauché plus de contractuels que de FSE en formation et cela ne suffit pas. C'est la première fois et c'est une alerte extrêmement inquiétante qui ne doit pas être renouvelée. Beaucoup de postes ou plutôt d'heures non pourvus aussi dans les collèges à la rentrée. Jusqu'où devons-nous aller ? ou plutôt tomber ? Toutes les cartes scolaires de notre département se concentrent sur les urgences. Il n'y plus de marge pour aller au-delà. Ne cherchons pas plus loin les raisons de notre manque de remplaçants, de notre manque d'enseignants spécialisés. Autre victime, les postes UPE2A, notre département accueille des élèves allophones qui ne peuvent bénéficier d'aide spécialisée pour apprendre le français : ce n'est pas digne !

En complément de la baisse des effectifs par classe, L'UNSA Education par conséquent demande la création des postes hors classe essentiels pour le service public : remplaçants, formateurs, enseignants référents, enseignants français langue étrangère, enseignants

spécialisés... la liste est longue mais tous participeraient à une amélioration du service rendu aux élèves.

L'UNSA Education voudrait n'avoir aucune classe à plus de 25 dans le département. Monsieur le préfet, madame la DASEN, l'UNSA demande à ce que soit pris en compte que l'école d'après COVID ne soit pas la même qu'avant COVID. Trente élèves par classe en sixième ne choque plus même si il y a quatre notifications MDPH et une forte hétérogénéité sociale dans la classe. Où est la prise en compte de la diversité ? Où est la différenciation et surtout le temps d'individualisation ? Tout cela devient mission impossible pour tous les personnels.

L'école de l'égalité des chances et qui contribue à l'ascension sociale ne peut se faire sans moyens dédiés et volonté politique forte.

Nous vous remercions.

Mme Magali Laurent

Mme Carine Palhol-Lafaye